

LE KIRGHIZSTAN

Laboratoire de la nouvelle gouvernance mondiale

Boris PETRIC & Amantour JAPAROV

Le 24 mars dernier, suite à des élections législatives contestées au Kirghizstan, le président Askar Akaev était contraint de quitter son pays après quinze ans de règne. Les nombreux manifestants prenaient d'assaut deux lieux symbolisant le pouvoir : le siège de l'Administration présidentielle (*Bieli Dom*) et le Parlement (*Jorgorku Kenesh*). Les insurgés kirghizes faisaient ainsi écho aux mouvements populaires ukrainiens et géorgiens. La Révolution des tulipes a propulsé cette ancienne République soviétique d'Asie centrale sur la scène médiatique internationale. La médiatisation brutale et éphémère a donné l'impression d'une irruption soudaine d'un mouvement de masse contre son gouvernement. Une analyse rapide des événements a consisté à mettre en avant un affrontement clair entre une opposition politique appuyée par un mouvement populaire de contestation face à un régime autoritaire à bout de souffle. Dans un même ordre d'idée, la Révolution des tulipes a été présentée comme un revers supplémentaire russe dans la région au profit d'une consolidation de la présence américaine. Peut-on réellement se satisfaire d'une grille de lecture y voyant la naissance d'une société civile et d'une opposition démocratique ? Au-delà du jeu auquel se livrent ces deux grandes puissances en Asie centrale, comment doit-on interpréter l'importance croissante de l'ingérence étrangère représentée par les quelques 8 000 ONG dans la société kirghize post-soviétique ? Le nouveau Président Kurmanbek Bakiev, élu avec 89% des voix en juillet dernier, doit faire face à une série d'assassinats politiques. Comment peut-on interpréter l'émergence de cette violence politique depuis mars dernier ?

Il s'agit dans cet article de rendre compte d'une situation complexe et paradoxale. Il faut pour cela prendre en considération les transformations économiques, politiques et sociales qui sont liées les unes aux autres et qui ont permis l'apparition de nouveaux acteurs sociaux qui adoptent des stratégies de captation de ressources qu'elles soient matérielles ou immatérielles pour asseoir leur influence au sein de la société kirghize actuelle.

1. LE KIRGHIZSTAN : DE L'INDÉPENDANCE AUX DÉPENDANCES MULTIPLES

L'indépendance du pays a modifié les flux de personnes, de biens et d'idées circulant entre cette ancienne République soviétique et son environnement international, certains se sont taris tandis que d'autres ont émergé. La libéralisation a touché tous les secteurs de la vie sociale et donné naissance à de nouveaux acteurs économiques, sociaux et politiques. Elle s'est matérialisée par un effondrement des échanges au sein de l'ex-URSS et elle a offert la possibilité au Kirghizstan de développer des liens de toute nature avec le reste du monde.

Le Kirghizstan aurait pu rester sous influence russe et devenir un espace politique de type protectorat post-colonial dans lequel les principales prérogatives de l'État auraient continué à être contrôlées par l'ancienne puissance dominante, comme dans certains pays africains¹. Cela n'a pas été le cas car Moscou a décidé dans un premier temps de cesser d'exercer sa domination sur le Kirghizstan. Les élites kirghizes ont dû (re)construire un ordre politique et économique pour légitimer l'indépendance qui leur a été plus donnée qu'elles ne l'ont acquise. Cette transformation s'est faite sans une véritable circulation du pouvoir et sans mouvement collectif porteur d'un projet politique alternatif. Dans ce contexte inédit, le nouveau gouvernement kirghize opta pour une politique étrangère² ouverte sur le monde multipliant les accords bilatéraux et internationaux qui l'amènèrent parfois à s'engager dans des partenariats contradictoires³.

Pour assurer la naissance de la démocratie et de l'économie de marché, Askar Akaev⁴, s'appropriant rapidement le discours que tenaient les organisations internationales qui déferlèrent dans son pays. Les dirigeants kirghizes, conscients que leur République était déjà à l'époque soviétique l'une des plus pauvres de l'Union, pensaient que l'ouverture de leur société allait être une alternative au soutien moscovite afin d'éviter que le pays ne sombre davantage dans les difficultés. Rapidement, la société kirghize passa d'une dépendance à l'égard de Moscou vers une dépendance internationale. A l'instar de son voisin kazakhe, le Kirghizstan ne possède pas de ressources en hydrocarbures qui lui permettraient de construire un ordre politique souverain. Il s'est alors appuyé sur l'aide et l'encadrement international massif et inconditionnel pour mener les réformes. En quinze ans, l'intervention internationale est devenue un élément incontournable de la réalité sociale kirghize : une cohorte d'organisations internationales, de chancelleries diplomatiques et d'ONG se sont installées dans ce petit pays montagneux très enclavé⁵. Elles influencent considérablement la définition de la souveraineté de cet espace politique depuis le début des années 1990 qui devient une sorte de protectorat globalisé⁶.

La Révolution de mars 2005 ne se résume pas simplement à l'expression d'un 'grand jeu'⁷ opposant Américains et Russes. Ces derniers entendent maintenir leur influence à travers une action bilatérale comportant des volets économiques⁸ et militaires. Les révolutions de couleur qui ont éclaté dans l'espace post-soviétique ces dernières années sont à chaque fois pour le gouvernement russe⁹ l'occasion de rappeler le rattachement aux principes de la souveraineté de l'État. Cela apparaît comme une vision révolue face à la réalité des sociétés modernes dans lesquelles l'État s'enchasse dans des organisations régionales ou internationales influençant tout autant la vie sociale. Russes et Américains développent des accords bilatéraux notamment dans le domaine militaire : ainsi le

Kirghizstan abrite une base militaire américaine, Manas, liée à l'OTAN et une base militaire russe, Kant, rattachée au groupe de Shanghai¹⁰. On voit donc qu'en matière de défense le Kirghizstan se trouve dans une configuration inédite où il s'appuie sur une multitude d'acteurs, parfois antagonistes.

Si la Russie et les USA occupent une place de premier plan, l'influence étrangère ne passe plus uniquement par l'action traditionnelle et directe des Etats. Les organisations internationales relayées sur le terrain par les ONG¹¹ et les fondations interviennent dans la "bonne gouvernance"¹² de tous les secteurs de la vie sociale kirghize. L'aide internationale est sous-traitée par un tissu de quelques 8 000 ONG locales, qui court-circuitent le rôle de l'Etat.

En matière économique, le rôle de l'Etat a aussi été réévalué, il s'est massivement désengagé¹³. L'une des ressources principales, la mine d'or de Kumtor a été confiée à la société canadienne Centerra qui s'est brillamment illustrée par le déversement de deux tonnes de cyanure dans la rivière Barksoon¹⁴. L'intervention des organisations internationales entend mettre fin d'une certaine manière à l'Etat providence (*welfare state*) qui assure la solidarité et la sécurité dans certains domaines de la vie sociale. La privatisation avec les ajustements structurels, la démocratisation, le désengagement de l'Etat dans l'éducation, la santé ont modifié le rôle joué par l'Etat. Il est impossible ici d'être exhaustif tellement les acteurs sont variés et nombreux. En tout état de cause, les relations entre la société et l'Etat se sont considérablement modifiées après une décennie d'indépendance. Parallèlement, l'Etat est obligé de multiplier les prêts auprès des bailleurs de fonds. Et cela se traduit aujourd'hui par un endettement considérable du pays auprès des bailleurs internationaux¹⁵. Ainsi, la politique économique dépend étroitement des injonctions du FMI et de la Banque Mondiale. Le nouveau tandem au pouvoir (Bakiev-Koulov) essaye de renégocier la dette (85% du PNB) considérable du pays pour retrouver une marge de manœuvre en obtenant un rééchelonnement auprès du club de Paris et des principaux bailleurs de fonds. La privatisation de l'économie s'est traduite par l'enrichissement considérable d'une petite minorité et une paupérisation de la majorité de la population. En quelque sorte, l'élite en place s'est appropriée les richesses du pays avec le feu vert des organisations internationales voyant dans la libéralisation et la naissance d'une économie de marché, le moyen de créer les conditions d'une société démocratique. En fait, cette situation a permis aux élites de s'enrichir considérablement tout en se détachant de responsabilités sociales de redistribution laissant aux multiples ONG présentes au Kirghizstan celle de s'occuper des questions sociales, éducatives, sanitaires et autres.

Le désengagement de l'Etat et, ce qui lui est consubstantiel, le rôle croissant des organisations internationales ne se limitent pas au secteur économique. La politique de santé¹⁶ est assurée en grande partie par un tissu d'ONG internationales du fait de la déliquescence du service public. L'éducation supérieure a été privatisée permettant le développement de nombreuses universités étrangères – américaine, russe, turque – sous l'égide de fondations telles Soros, Fetulla Gulan¹⁷, Aga Khan etc. D'un point de vue religieux, des ONG et des fondations saoudiennes ont assuré le financement de nombreuses mosquées et la formation des clercs, mais elles sont concurrencées par des ONG chrétiennes¹⁸ qui font du prosélytisme dans la région.

Il est clair que le Kirghizstan soviétique sous l'impulsion de ces nouvelles institutions a énormément évolué en quinze ans et que tous ces éléments contribuent à l'émergence de nouveaux acteurs. Avant de développer notre argumentation sur la nouvelle configuration sociale qui a émergé, il est important de revenir sur les différents flux qui ont secoué le Kirghizstan.

2. UN ESPACE POLITIQUE BOULEVERSÉ PAR UNE INTENSIFICATION DE FLUX

Au moment de l'effondrement de l'URSS, le Kirghizstan était une société "multi-culturelle" comme beaucoup de Républiques soviétiques. D'après le recensement de 1989, la composition nationale était très variée et les Kirghizes représentaient tout juste 50%¹⁹. La naissance d'un Etat indépendant kirghize a provoqué un départ massif des populations européennes²⁰ essentiellement urbaines.

Cet exil s'explique pour différentes raisons, mais la mise en place d'un Etat-nation sur des bases ethniques²¹ n'est pas étranger à cette hémorragie. Ce mouvement de populations s'est effectué avec l'assentiment russe et dans l'indifférence internationale ce qui correspond à une vision qui légitime la naissance d'Etat-nation de type ethnique et donc d'un pouvoir nationaliste enterrant *de facto* l'idée d'une société multi-culturelle. Les flux migratoires ont été renforcés par l'émergence de principes religieux et culturel, éléments de légitimation politique, existant au détriment du principe citoyen. Ces populations européennes ont progressivement quitté le pays face à la dégradation de la situation économique. Les émigrants mettent souvent l'accent sur leur futures difficultés à s'intégrer, eux et leurs enfants dans une nouvelle société qui se "kirghizifie" et les condamne à devenir une minorité. Après quinze ans d'indépendance, la société kirghize s'est considérablement modifiée comme le montre le recensement de 2003 : le pays ne compte plus que 12% de Russes et les Kirghizes sont désormais majoritaires dans le nouvel Etat indépendant (65%). Cependant les organisations internationales ont paradoxalement soutenu l'émergence d'une minorité ouzbèkophone très présente dans le sud du pays. Le principe minoritaire s'est épanoui à travers de très nombreux programmes favorables à la création d'un tissu d'ONG représentant les intérêts de la minorité ouzbèke. Dans cette architecture politique, la défense des minorités repose sur la constitution d'un pouvoir légitime qui revient aux Kirghizes ethniques et le principe minoritaire intervient comme un procédé juridique qui contrebalance l'imperfection de la démocratie fondée sur des principes ethnico-nationaux²².

Alors que les populations européennes émigrent et que les Ouzbeks s'affirment comme le deuxième groupe national du pays (14%), de nombreux Kirghizes, depuis quelques années, partent tenter leur chance à l'étranger. On en compte aujourd'hui environ 500 000 – c'est à dire plus de 20% de la population masculine – travaillant en Fédération de Russie et au Kazakhstan principalement sur les marchés ou dans le bâtiment. Avec les Tadjiks et les Ouzbeks, ces jeunes Kirghizes constituent souvent le nouveau prolétariat dans la société russe. Cette présence 'étrangère' dans les villes russes entraîne des tensions inédites qui se matérialisent ces derniers temps par une croissance inquiétante des crimes racistes²³. Cependant, ces deux pays détiennent aussi une influence considérable sur le Kirghizstan à travers la politique des visas qui devient une nouvelle arme redoutable pour peser sur la société kirghize.

De plus, l'effondrement brutal de l'économie collective qui était tournée vers l'élevage et l'agriculture, accentué par la thérapie de choc, a entraîné un massif exode rural vers Bichkek, la capitale. Désormais, des milliers de paysans sans terre et sans troupeaux s'amassent dans les faubourgs de la ville. Certains d'entre eux se retrouvent tous les jours sur l'avenue *Malodaja Garda* dans l'espoir de trouver du travail. Ces anciens bergers devenus des journaliers originaires de différentes régions rurales sont à la merci d'employeurs peu regardant quant aux conditions de travail.

Ces phénomènes migratoires ont forcément un lien avec les processus économiques qui sont en cours depuis quinze ans au Kirghizstan. A l'époque soviétique, ce pays était l'une des Républiques les plus pauvres, dont la principale activité économique était liée à l'élevage ovin et à la laine des moutons merinos et alimentait le secteur textile soviétique. Les différentes institutions (kolkhoze, sovkhoe, université, ministère) liées à cette économie offraient des possibilités d'intégration mais aussi des promotions sociales aux citoyens kirghizes. L'effondrement du marché soviétique, les difficultés à trouver de nouveaux débouchés ont plongé le Kirghizstan dans une grave crise économique au début des années 1990. Au lieu de soutenir la principale activité du pays, le gouvernement a choisi la thérapie de choc prônée par les instances internationales²⁴ consistant en un désengagement de l'Etat. Cela s'est traduit dans le secteur de l'élevage par l'effondrement du cheptel et l'abandon massif de cette activité pourtant adaptée à l'environnement écologique de cette société montagnaise. La dérégulation a conduit à la privatisation de nombreuses ressources (télécommunication, biens de productions, commerce etc.). La plupart des acteurs économiques d'aujourd'hui sont des individus qui étaient bien implantés dans le système précédent. On a commenté l'enrichissement de l'entourage du Président²⁵, cependant des fortunes se sont constituées bien au-delà de son cercle familial et même au-delà de sa faction régionale (Kemin-Tchouï). A l'échelle locale, le démantèlement des kolkhozes²⁶ et les transformations économiques²⁷ se sont soldés par une appropriation des richesses par une minorité et une paupérisation de la majorité de la population. Les membres de la nomenklatura (directeurs de kolkhozes, responsables du PC etc.) se sont appropriés les terres et les éléments de production des institutions collectives pour se lancer dans des entreprises privées rentables comme le commerce du bois, l'importation/export etc. L'élevage a été maintenu essentiellement comme production domestique et épargne pour les familles. Les moutons ne sont plus prisés pour leur laine mais pour la consommation ou la vente de la viande. Le développement de l'élevage de chevaux²⁸ avec l'exploitation du lait de jument, produit très prisé sur le marché local, a un peu compensé l'effondrement de la production ovine qui n'est plus au coeur des logiques sociales de pouvoir.

Cette situation a été compensée par une réorientation générale : l'agriculture reste l'activité principale du pays. La privatisation des terres a facilité le développement de petites exploitations agricoles qui prennent souvent une dimension familiale. Dans le nord du pays, il s'agit souvent d'une agriculture de subsistance ne permettant pas réellement de dégager d'importants bénéfices. De plus, dans une société montagnaise où il existe peu de terres arables disponibles, l'accroissement de l'agriculture crée de nombreux conflits²⁹ parfois violents concernant le partage des terres et de l'eau³⁰.

C'est avant tout le développement du commerce et le contrôle de certaines ressources qui constituent un élément déterminant dans la constitution des nouveaux

rapports politiques. L'instauration de l'économie de marché a permis un développement considérable du commerce et les marchés, les bazars et les supermarchés sont devenus les lieux stratégiques de la nouvelle société kirghize tant au niveau local que national. Les marchés de Kara Suu³¹ au Sud ou le marché de Dordoï³² au Nord en sont les exemples les plus visibles. Certains en développant de nouvelles activités contrôlent l'essor du commerce, ce qui leur garantit un statut inédit dans la société. Les trafics licites ou illicites³³, notamment l'essor du commerce transfrontalier³⁴ inédit jusqu'alors avec la Chine voisine, sont devenus des éléments centraux de la redéfinition des forces économiques au Kirghizstan.

3. LE DÉPUTÉ ET L'ESSOR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les élections législatives de 2005 ont révélé que le pouvoir s'est déplacé : il est passé de l'appareil présidentiel au Parlement. La consolidation du Parlement illustre parfaitement l'évolution de la société kirghize. Au moment de la sortie du soviétisme, l'assemblée parlementaire n'était pas réellement un lieu de pouvoir. Le jeu politique se jouait entre factions régionales opposant le Nord et le Sud et passait essentiellement par la nomination des cadres au sein des institutions de l'Etat. Askar Akaev, homme du Nord, prend le pouvoir au détriment de Masaliev, l'ancien Premier secrétaire du PC, qui est aussi un représentant de la faction du sud du pays³⁵. Son ancrage au Nord lui servira de base pour mettre en place une nouvelle politique. Dans les premiers temps de l'indépendance, c'est l'appareil présidentiel qui garde la mainmise du pouvoir à travers son pouvoir de nominations et de révocations des principaux postes des structures politico-administratives. Les hauts fonctionnaires ont généralement développé des activités économiques privées avant de quitter leurs fonctions administratives quand l'Etat privatise, réduit sa bureaucratie et perd de son influence.

A la fin des années 1990, les élites kirghizes, qui ont bénéficié de la privatisation veulent convertir ce capital économique en capital politique en devenant parlementaires car la position de fonctionnaire est devenue trop instable³⁶. Le mandat de député devient très convoité pour protéger des activités économiques souvent situées à la limite de la légalité³⁷, grâce à l'immunité dont jouissent les élus. Les réformes au niveau local, la décentralisation et, au niveau national, la suppression d'une Chambre et la diminution du nombre de députés ont considérablement réduit le nombre de postes de pouvoir au sein du nouveau système. Une partie de ces élites gardent la faveur de la nébuleuse présidentielle tandis que d'autres sont écartés de la sphère politique tout en gardant le capital économique acquis. Le Parlement symbolise ainsi le lieu où l'on s'affronte pour le pouvoir. Chacun cherche désormais à entrer ou rester au Parlement kirghize³⁸ qui ne compte plus que 75 sièges. Le Président Akaev ne dispose plus d'un appareil politico-administratif permettant de satisfaire les prétentions des élites par le jeu des nominations. Cela s'est manifesté tout particulièrement au moment du dépôt des nombreuses candidatures pour les législatives de 2005, ce qui prouve que le président ne contrôle plus la situation. Il est fréquent de voir cinq ou six candidats se réclamer de la nébuleuse Akaev dans la même circonscription.

Un proche conseiller d'un candidat explique : *“Maintenant, quand tu es fonctionnaire tu peux te faire virer du jour au lendemain, ce n'est pas le cas si tu es député (...) et puis maintenant le Parlement va être le lieu d'affrontement entre différents lobbies*

et il faut y être pour défendre nos intérêts économiques. Mon candidat est intéressé aussi par l'immunité que lui donnera son statut de député pour protéger ses affaires privées".

Contrairement à une opinion répandue, les élections de mars 2005 n'opposent pas majoritairement la sphère présidentielle à des partisans d'opposition incarnant un projet politique démocratique. C'est une partie de l'élite, un temps fidèle à Akaev qui a été exclue de la logique du pouvoir. Ces groupes s'affrontent pour le contrôle des ressources disponibles. Les partis ne représentent pas de projets politiques alternatifs, ils servent avant tout une stratégie que prône un réseau de solidarité. De plus, de très nombreux candidats ne sont pas membres d'un parti politique³⁹ et les partis *Alga Kyrgyzstan*, *Adilet*, *Elet* se réclament de la nébuleuse présidentielle. Le rétrécissement des prérogatives de l'Etat entraîne *de facto* la marginalisation d'un certain nombre d'hommes ayant joué un rôle important dans l'organisation de la vie sociale au Kirghizstan. C'est la plupart d'entre eux que l'on trouve au sein de la prétendue opposition⁴⁰ qui se réunit au sein d'une coalition démocratique laquelle fut créée en septembre 2004. Parmi les personnes qui souhaitent se présenter et qui ont été marginalisées du système Akaev, on peut citer bien sûr le leader de l'opposition emprisonné Felix Kulov (*Ar Namys*)⁴¹, l'ancien Premier ministre Kurmanbek Bakiev, plusieurs anciens ambassadeurs⁴² et ministres. La coalition est soutenue explicitement par l'ambassade américaine, comme le prouvent les déclarations de l'ambassadeur Stephen Young, qui fut rappelé à l'ordre à plusieurs reprises par le ministère des Affaires étrangères kirghize.

Elle bénéficie aussi du soutien d'un nouvel acteur local : Koalitsia "*Coalition for civil society and democracy*" dirigée par Edil Baïsalov. Cette ONG jouera un rôle très important en contestant les résultats grâce à son réseau d'observateurs et à son accès aux médias nationaux et internationaux. On peut considérer finalement que la faction Sud, incarnée par Bakiev et Otumbaeva va se brancher de manière opportuniste sur la "promotion de la démocratie", prônée par les puissances occidentales, pour destituer le pouvoir de la faction du Nord qu'incarne Akaev. Cette coalition peut également compter sur le mécontentement populaire reposant avant tout sur la remise en cause de la distribution des ressources et l'enrichissement scandaleux d'une minorité. Sans vraiment incarner un projet de société alternatif, les membres de la Coalition entendent être de la bataille politique en évoquant la démocratie et la lutte contre la corruption. Ils entendent être les catalyseurs d'une société civile kirghize qui se révèle.

Cette notion assez vague de société civile est apparue dans le discours des organisations internationales⁴³ pour penser la transition vers la démocratie⁴⁴. Les 8 000 ONG⁴⁵ kirghizes sont censées représenter cette société civile qui serait un espace social autonome se situant entre la famille et l'Etat. Cette notion est remplie de contradictions non seulement pour étudier les sociétés post-soviétiques mais aussi dans le cas de la description de nos propres sociétés. L'imbrication de différentes formes de pouvoir n'est souvent pas abordée, l'idée d'une autonomisation des champs sociaux, politiques et économiques nous amène à bien des erreurs dans la compréhension des sociétés. Il ne s'agit en aucun cas de prétendre que cette société était pourvue d'un système garantissant les libertés civiques. Cependant, l'idée selon laquelle il existerait systématiquement un antagonisme entre société et Etat fausse en grande partie l'analyse que l'on se fait de la société kirghize post-soviétique. La société civile doit être abordée

comme Olivier Roy le rappelle : *“Il n’y aurait pas en Asie centrale, de “société civile”. Or, on ne peut étudier la vie sociale et politique réelle qu’en critiquant ce mythe qui structure aujourd’hui l’action sociale et politique entreprise de l’extérieur pour ouvrir les sociétés et les régimes d’Asie centrale”*⁴⁶.

La Coalition pour la démocratie et la société civile (Koalitsia) a joué un rôle de premier plan dans le scénario kirghize car elle a fédéré plusieurs centaines d’ONG réparties sur tout le territoire. Le phénomène “ONG” a pris une ampleur considérable dans ce petit pays. D’ailleurs Baisalov nous dit lui-même *“On dit que la Hollande est le pays des tulipes, le Kirghizstan est le pays des ONG”*. Le Kirghizstan est le pays qui compte le plus d’ONG de la région, c’est d’ailleurs un indicateur qui sert aux organisations internationales pour mesurer l’existence d’une bonne société civile. Baisalov nous dit : *“Ces ONG expriment la volonté qui vient d’en bas (grassroot level) et la Koalitsia fait remonter les aspirations populaires”*. En fait, ces ONG sont quasi-exclusivement financées de l’extérieur et certaines questions se posent quant à leur indépendance financière, leur autonomie en matière de contenu des programmes et des réformes qu’elles diffusent. Ces ONG, majoritairement financées par les Américains, constituent un vecteur d’influence stratégique des puissances occidentales qui ont privilégié depuis l’indépendance une coopération avec elles et évitent de passer par les institutions de l’Etat. La situation kirghize illustre finalement le déploiement de l’idéologie qui s’est imposée après l’effondrement de l’URSS et qui consiste à systématiquement affaiblir l’Etat et développer des organisations non gouvernementales. Comme le dit le représentant de l’ONU⁴⁷ à Bichkek : *“Le Kirghizstan a été pour de nombreuses organisations internationales et ONG un laboratoire pour instaurer un nouveau modèle politico-économique”*.

La Coalition d’Edil Baisalov est à la tête d’une structure qui permet de diffuser de l’information dans l’ensemble du pays. Elle a joué un rôle clé au moment des élections, en fournissant des sondages, des résultats alternatifs, révélant des fraudes grâce au déploiement de ces milliers d’observateurs. Koalitsia s’apparente ainsi à une structure de pouvoir qui part du local au national et qui vient concurrencer la gestion des élections par l’Etat kirghize.

Baisalov reconnaît que le phénomène ONG ne peut pas être réduit au réveil d’une société civile qui aurait été étouffée à l’époque soviétique. Posséder une ONG est devenu un enjeu de statut social dans la société kirghize : *“Avoir une ONG comporte des dimensions économiques (...) mais pas seulement le fait d’avoir un salaire, c’est aussi un mode d’appartenance internationale, cela procure du prestige”*. Ce type d’organisation a bouleversé les rapports de pouvoir tant au niveau local qu’au niveau national. Il n’y a pas aujourd’hui un village kirghize qui ne compte pas trois ou quatre ONG. Au niveau national, Koalitsia est l’expression de la naissance d’un nouvel acteur incontournable. D’ailleurs lorsque l’on demande à Baisalov s’il entend exercer une fonction dans le nouveau gouvernement, sa réponse laisse songeur quant au déplacement du pouvoir dans la société kirghize : *“Qu’est ce que le gouvernement peut me proposer (...) si j’avais voulu être ministre de l’Education sous Akaev j’aurais pu l’être. Ministre de l’Education, je n’aurai aucun pouvoir. En fait c’est plus important d’être là où je suis. J’ai plus de pouvoir à ma place qu’à celle d’un ministre de l’Education”*.

L'arrivée d'ONG internationales, d'ambassades et d'organisations internationales a provoqué une hémorragie au sein des élites de l'Etat kirghize pour travailler au sein de ces différentes organisations. Dans les premières années de transition, l'action des ONG internationales ou des organisations internationales a consisté à éviter tout projet de développement avec l'Etat comme si l'Etat était l'expression du mal. Parmi le personnel kirghize des nouveaux employeurs internationaux, certains ont alors quitté leur fonction pour créer des ONG kirghizes à Bichkek. Ils ont utilisé leur capital social (d'anciens hauts fonctionnaires) pour obtenir la reconnaissance de leur association auprès de l'Etat kirghize et utilisé leur expérience et leurs réseaux professionnels acquis au sein des organisations ou des ONG internationales pour capter l'argent international du développement.

Dans un deuxième temps, les grandes ONG nationales⁴⁸ ont favorisé l'émergence d'un tissu d'ONG dans l'ensemble du pays. Les nouvelles ONG nationales, en proposant leur soutien et leur assistance technique, se placent alors inévitablement dans une relation hiérarchique avec ces petites ONG locales. Les financements transitent la plupart du temps par les grandes ONG de Bichkek qui dépendent elles-mêmes de financement étranger.

Par exemple, l'agence américaine délègue son action à de grandes ONG pour assurer sa diffusion dans le tissu social kirghize : *"USAID's efforts to encourage the development of stronger and more sustainable organizations in Central Asia are pursued through three complementary programs: Counterpart Consortium's NGO support initiative, which is active in all five countries of Central Asia; the National Democratic Institute's (NDI) work with civic partners in Kazakhstan and Kyrgyzstan and the Initiative for Social Action and Renewal's (ISAR) work with environmental NGOs throughout Central Asia.(...)"*⁴⁹.

En conséquence, contrairement à ce que prétendent de nombreux acteurs du développement, on a assisté à un processus impulsé par le haut vers le bas et non pas l'inverse. Il a permis l'émergence d'une nouvelle élite "d'experts locaux" très liée à la présence des organisations internationales et des ONG. Ces ONG comptent très peu de bénévoles et s'appuient sur un personnel rémunéré. La professionnalisation repose donc non pas sur une association volontaire d'hommes qui auto-financent leurs activités mais sur un recrutement salarial.

La quasi-totalité de ces organisations sont autonomes à l'égard de l'Etat kirghize mais développent une nouvelle forme de dépendance à l'égard de l'étranger sur laquelle il faut s'interroger. L'ONG soutend l'idée de non-profit qui fausse aussi la question du statut social de cette nouvelle élite dans la société kirghize. Les salaires, les privilèges (voitures de fonction, voyages etc.) sont des éléments clés pour comprendre la naissance d'une élite liée à l'expertise internationale.

Il existe donc une relation complexe entre organisations internationales, ONG nationales et ONG locales. De plus en plus, les ONG nationales sont des sous-traitants pour la politique de développement d'Etats ou d'organisations internationales et ces ONG nationales s'appuient sur un tissu d'ONG locales fortement dépendantes d'elles. On retrouve effectivement ce schéma dans la réalité sociale kirghize : une petite ONG opérant dans un village, cette dernière dépend d'une ONG nationale installée à Bichkek qui est elle-même financée par une agence de développement (style USAID)

ou une organisation internationale étrangère. Il apparaît que la création d'une ONG locale s'apparente avant tout à une stratégie pour capter des ressources financières dans cette région particulièrement pauvre. Dans une situation de désengagement de l'Etat de nombreux secteurs d'activités, la création d'une ONG peut être aussi une nécessité pour capter des ressources financières afin d'assurer les activités indispensables de la vie sociale. On passe en fait d'une dépendance envers l'Etat kirghize vers une dépendance à l'égard des ONG et organisations internationales.

En mars 2005, Koalitsia s'appuie sur ces 170 partenaires composés d'ONG locales susceptibles d'incarner "la société indépendante" pour observer les procédures électorales⁵⁰. Cette organisation est financée par USAID et le *National Democratic Institute*. La fondation⁵¹ démocrate américaine déclare : "*In Kyrgyzstan, NDI continues to work with the Coalition for Democracy and Civil Society in order to strengthen the organization, to increase citizen participation, and to foster citizen activity to influence public decision-making at the local, regional and national levels. The Coalition actively participated in monitoring the parliamentary and presidential elections in 2000. Additionally, the Coalition lobbied against government-sponsored campaigns to restrict the activities of Kyrgyzstani NGOs*".

Le *National Democratic Institute*, dont on a beaucoup entendu parler au sujet de son rôle dans les changements politiques en Serbie, Géorgie et en Ukraine, est très présent au Kirghizstan dans le domaine de la société civile. Dans la brochure de présentation une ambiguïté mérite d'être relevée : "... *Le NDI épaula les démocrates nationaux dans leur lutte courageuse contre les forces résistantes à la promotion des changements politiques pacifiques. La mission du NDI reflète les valeurs morales des Etats Unis et en défend les intérêts stratégiques*". On pourrait se demander si la promotion de la démocratie est systématiquement en relation avec les intérêts stratégiques des Etats-Unis !

Koalitsia est donc une organisation financée également par le département d'Etat américain. NDI a également des activités propres avec un réseau de dix-huit centres de ressources dans le pays dont le but consiste en la diffusion de l'information notamment le journal *Demokrat*. Elle joue un rôle particulier auprès des étudiants⁵² et organise fréquemment des discussions avec les lycéens et les étudiants. Tolikan Ismailova, fondatrice de Koalitsia a été démis de ses fonctions après la réélection du Président Akaev en 2001 et déclare : "*NDI est venue m'expliquer que je devais quitter l'organisation. Je leur ai répondu que c'était mon organisation et que je ne partirais pas. Ils m'ont dit que c'était eux qui finançaient et que donc Koalitsia leur appartenait... j'ai dû partir... il y a trop d'ONG locales qui vivent sous diktat étranger au Kirghizstan*".

Un membre de Koalitsia est conscient de la limite du rôle des ONG : "*On ne peut pas dire qu'elle fonctionne, le problème c'est les gens et pas le gouvernement avec qui cela se passe bien... et puis la plupart de nos ONG ne fonctionnent pas sauf pour capter de l'argent... d'ailleurs nous avons décidé de ne pas travailler uniquement avec les ONG mais aussi avec des gens qui sont actifs tout simplement qu'ils soient membres d'une ONG, fonctionnaires ou autres...*".

Les porteurs de ce message se retrouvent dans les différents pays qui ont connu les "Révolutions" et animent généralement une coalition d'ONG ou un mouvement étudiant. Cette génération stigmatise les pratiques politiques de la nomenklatura qui s'est

maintenue dans ces pays depuis l'effondrement de l'URSS. Edil Baïsalov est l'archétype d'un de ces "combattants de la liberté"⁵³ qui font trembler les régimes des anciennes Républiques soviétiques ces dernières années. Les animateurs de ces ONG kirghizes sont branchés sur les réseaux transnationaux de la promotion de la démocratie dans lequel les USA⁵⁴ jouent un rôle de premier plan. Les nombreux séminaires et *summer schools*⁵⁵ permettent à ces nouveaux leaders d'appartenir à des réseaux dans lesquels les idées et les hommes circulent. Les 8 000 ONG kirghizes représentent des dizaines de milliers d'emplois mais aussi l'ouverture d'horizons nouveaux avec l'arrivée des conceptions inédites de la vie sociale dans la société kirghize.

Le seul département d'Etat américain⁵⁶ a dépensé plus de 750 millions de dollars au Kirghizstan depuis 1992 pour animer ces projets concernant la promotion de la démocratie⁵⁷. Il a consacré en 2004, 31 millions de dollars dans le cadre du *Freedom Act* pour ce pays et l'agence américaine d'aide (*USAID*) chargée d'organiser la coopération s'appuie notamment dans ce pays sur le *National Democratic Institute*⁵⁸ (NDI) pour mettre en place des programmes de promotion de la démocratie. La fondation du parti démocrate américain, dirigée par Madeleine Albright, finance justement la Koalitsia d'Edil Baisalov qui déclare "nous disposons d'un budget de 110 000 euros exclusivement financé par le NDI (...). Il confiait au *Wall Street Journal* "je ne fais pas partie de ceux qui dénie le rôle capital des Américains dans les événements de mars, sans le soutien extérieur nous n'existerions pas". Avant de devenir le jeune dirigeant de cette organisation en 2001, Edil Baisalov a suivi un cursus qui est sensiblement similaire aux milliers de jeunes qui animent aujourd'hui les grandes ONG des pays de l'Est passant par la fréquentation des campus universitaires américains sur le sol américain ou à l'étranger (Turquie, Hongrie, Kirghizstan).

Koalitsia fait elle-même partie d'un réseau transnational⁵⁹ "est-européen", ENEMO⁶⁰. Ce réseau a été créé en 2001 lors de la conférence d'Opatija (Croatie). Elle est financée par l'ONG *Freedom House*⁶¹, par l'*Open Society* de Georges Soros, par le *National Democratic Institute* et l'*International Republican Institute*⁶². Ce réseau organise fréquemment pour ses membres des formations au cours de *summer camps* et de séminaires. Ainsi se créent des sentiments d'appartenance entre ces nouvelles élites qui partagent des valeurs communes autour de la démocratie. Ils en viennent aussi à partager une mémoire collective avec des événements fondateurs. Edil Baisalov était par exemple chef de la mission d'observation des élections législatives en Ukraine pour ENEMO. Il déclare⁶³ "son émerveillement devant les événements de Kiev" et confie l'importance de l'expérience :

"Pour moi, l'Ukraine a été un moment fondateur, cela a été un déclic où j'ai compris que nous allions pouvoir faire bouger les choses au Kirghizstan".

En fait, ces "freedom fighters" comme on les appelle communément dans le milieu des initiés font partie de cette internationale de la démocratie financée par le département d'Etat américain. En aparté du sommet américano-russe (février 2005) à Bratislava, le Président Bush distinguait d'ailleurs certains d'entre eux d'une nouvelle décoration⁶⁴. Edil Baisalov rêve à son tour de recevoir la gratification suprême qu'ont déjà pu accrocher à leurs vestes ses copains d'Otpor, de Kmara ou de Pora⁶⁵ pour leur rôle de héros de la Révolution des tulipes. Il fait en tout cas partie du panthéon de la démocratie à l'Est. Parmi les valeurs qui circulent au sein de ces réseaux transnationaux,

la question de la disparition des régimes autoritaires forge leur identité. Un ouvrage circule sous les manteaux, qui est devenu un véritable petit livre rouge pour ces jeunes. Tous les leaders des mouvements dont on a parlé ont lu à plusieurs reprises le plaidoyer du politologue Geene Sharp *From Dictatorship to Democracy : a conceptual framework for liberation*⁶⁶. Geene Sharp propose une réflexion sur les mouvements non-violents et en tire un mode d'emploi pour faire tomber les régimes dictatoriaux en utilisant des méthodes pacifiques et non-violentes. Cet ouvrage est relayé par un film documentaire devenu culte "*Bringing down a dictator*"⁶⁷ qui décrit la stratégie et les méthodes d'Otpor pour faire tomber Milosevic en Serbie. Tolikan Ismaïlova, la fondatrice de Koalitsia, nous dit : "j'ai été chargé de faire traduire et de diffuser l'ouvrage de Geene Sharp qui a été imprimé en kirghize par Mr Stone de Freedom House à Bichkek". Et Baisalov nous confie "bien sûr que j'ai lu Geene Sharp, et alors ?".

Ces réseaux d'ONG à plusieurs échelles créent des sentiments d'appartenance entre ces nouveaux jeunes qui se sentent solidaires au-delà des frontières dans la construction d'un nouveau monde à l'Est. Baisalov en est devenu une des icônes et anime les multiples rencontres qui se tiennent dans le monde sur la démocratisation. Les différentes attentions médiatiques et politiques confèrent une grande importance à ce jeune homme kirghize.

Cependant, une question se pose pour ces organisations qui se disent non partisans, une fois que le "pouvoir autoritaire", pour reprendre leurs mots, est tombé. L'opposition à un pouvoir ne peut constituer le seul ressort de la mobilisation politique.

4. LA RÉVOLUTION DES TULIPES

Les événements de mars 2005 reposent sur la contestation de la validité du scrutin. Kurmanbek Bakiev s'appuyera sur le mécontentement général pour faire tomber le Président Akaev. Contre toute attente, le Président par intérim, ne remet pas en cause le nouveau Parlement car Bakiev comprend que les députés incarnent une forme de pouvoir incontournable dans la nouvelle société kirghize : le pouvoir économique. Le nouvel homme fort négocie avec les députés sortants. En échange de sa légitimation, il s'engage à ne pas dissoudre l'Assemblée. Les principaux membres de la coalition de Bakiev n'ont pas été élus et il aura du mal à constituer un gouvernement face à un Parlement tout puissant.

Le nouveau Parlement est constitué de nouveaux riches que les Kirghizes appellent des "*business men*". La fortune n'est cependant pas le seul critère nécessaire pour gagner la confiance des électeurs. Les députés jouissent généralement d'un fort ancrage local, d'une expérience dans l'appareil politico-administratif et contrôlent une activité économique⁶⁸ qui a la caractéristique de créer des liens de dépendance avec de nombreux électeurs de leur circonscription.

On retrouve ici l'importance du développement des activités économiques autour des bazars et marchés, dont les propriétaires, les "*bazarkom*", ont été massivement élus au sein du nouveau Parlement kirghize. On peut citer le propriétaire du marché *Dordoï Askar Salymbekov*, élu député dans la région d'At-Bashi, son frère Mamatbaj Salymbekov, actionnaire de *Dordoï Assiatsia*, élu dans la circonscription de Bichkek où se trouve leur bazar, le propriétaire du marché *Kara-Su*, Bajaman Erkinbaev, élu dans la circonscription d'Osh, mais aussi le propriétaire du marché *Kudaiberger* de

voitures d'occasion à Bichkek, Jyrgalbek Surabaldijev⁶⁹, élu dans une circonscription de Bichkek, le propriétaire du marché *Oberon*, du bazar *Orto Sary* et d'un centre commercial, *Kubat Bojbolov* élu à Bichkek ou encore Kamchibek Joldoshbaev, propriétaire du marché *Besh Sary* à Bichkek, élu dans la capitale.

On s'appuiera sur l'exemple de l'un de ces *bazarkom* pour comprendre le profil de ces nouveaux hommes forts. Dans la région de Naryn, très peu de candidats d'opposition se sont présentés. La Révolution a probablement commencé dans l'une de ses circonscriptions celle de Kochkor⁷⁰, par de multiples contestations inattendues. Un jeune candidat quadragénaire d'opposition, Djaparov⁷¹, membre du parti démocrate kirghize a précipité la mort politique de l'ancien Premier secrétaire du PC kirghize (1961-85), Turdakun Usabaliyev qui était pourtant persuadé de devenir une énième fois député dans son fief et devenir le doyen du nouveau Jorgorku Kenesh à plus de 85 ans. Le combat le plus significatif s'est déroulé dans la circonscription d'At Bashi entre Askar Salymbekov et Naken Kasiev. Gouverneur régional de l'Oblast de Naryn, Askar Salymbekov a quitté les fonctions politico-administratives qu'il occupait quelques mois avant les élections législatives pour pouvoir se présenter. Il est considéré comme l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays grâce au bazar (*Dordoï*) qu'il possède dans la capitale. A la sortie de l'indépendance, Askar Salymbekov, ancien responsable national des Komsomols, dirige le comité chargé des bazars pour la ville de Bichkek (1991-93). Sous la protection du maire de la capitale, Amangeldi Mouraliyev, Askar Salymbekov obtient, en 1993 au moment de la privatisation, des terrains dans la banlieue de Bichkek pour construire le premier bazar privé du Kirghizstan au moment du développement de l'économie de marché. Il a rapidement compris que le bazar allait devenir un lieu stratégique de la nouvelle économie kirghize et développe particulièrement le commerce avec la Chine.

Son réseau local lui permet d'asseoir son contrôle sur l'unique route permettant d'accéder à la Chine par le col de Torogart qui devient dès lors d'une importance cruciale. Il devient gouverneur de cette région en 1998 et en profite pour rationaliser le commerce avec la Chine. Les produits manufacturés et les biens de consommation chinois qui ont envahi le marché kirghize transitent majoritairement par la holding "*Dordoï Association*"⁷² qu'Askar Salymbekov dirige avec plusieurs membres de sa famille.

Salymbekov est membre du parti *Alga Kyrgyzstan* et il affronte plusieurs candidats appartenant à des partis politiques proches du Président dont Naken Kasiev, gouverneur régional dans l'Oblast d'Osh, fondateur du parti *Elet*. Celui-ci est également originaire de la région d'At-Bashi et a gardé des liens étroits avec sa région d'origine. Ils représentent tous les deux, des partis politiques⁷³ proches du Président et ces candidats avant de se distinguer d'un point de vue idéologique incarnent surtout des réseaux de solidarité différents à l'intérieur même de l'Etat kirghize. La lutte oppose donc deux anciens hauts fonctionnaires ayant un capital politico-administratif important dont l'un a la maîtrise des ressources clés qui ont été privatisées pendant les premières années de l'indépendance.

Les deux candidats s'appuient sur des intermédiaires locaux ayant une certaine légitimité dans la vie sociale pour faire campagne. Le processus de démocratisation entraîne un développement du clientélisme car les candidats doivent s'assurer des soutiens.

Pendant les élections, un certain climat festif régnait car les différents candidats offraient des banquets pour remercier et conforter leur clientèle politique. Un ancien député d'At Bashi, observateur des évolutions de la vie politique déclare : *“Maintenant, les gens adorent la période des élections, les différents candidats envoient gratuitement des camions d'essence, des camions de charbon, d'autres organisent des banquets, il y en a même qui donnent de l'argent pour s'assurer le soutien des villageois”*.

Ces réseaux de solidarité ne s'appuient pas seulement sur une appartenance identitaire (tribale)⁷⁴ mais reposent sur des liens complexes qui lient les individus à travers des liens personnels (amitiés, relations familiales, alliances matrimoniales, liens professionnels etc.) de patronage. Les hommes politiques doivent avoir un ancrage local important pour s'assurer ce soutien populaire. La démocratisation de la vie politique renforce des pratiques de clientélisme qui témoignent de l'existence de groupes informels (réseaux de solidarité) qui ont une véritable vitalité. L'un des responsables de la campagne d'un député de la région de Naryn nous confie : *“Je viens fréquemment l'été pour entretenir les relations avec les gens d'ici. Il faut donner de son temps, manger et boire avec les gens (...) et puis j'ai financé la construction d'un monument, l'été nous organisons des jeux équestres avec des prix, nous aidons l'école aussi. Tu sais, il faut donner pour recevoir la confiance des gens”*.

Les responsables politiques ne sont donc pas dépourvus de légitimité sociale et doivent dans un contexte de confrontation politique construire une légitimité politique en redistribuant leur richesse à travers des pratiques culturelles (fêtes, sports, monuments etc.) ou au moment des élections. Si l'ancrage local est une condition incontournable pour avoir des chances de gagner, il faut cependant posséder d'autres qualités pour construire une clientèle politique. Les deux candidats avaient un profil relativement identique. Si Salymbekov a finalement gagné avec 63% des voix, on peut l'expliquer grâce à sa capacité de labourer le terrain de sa circonscription pendant qu'il était gouverneur de la région. De plus, il dispose encore de nombreux relais familiaux dont un cousin, propriétaire de l'unique bazar de la ville. Avant de quitter son poste de gouverneur, il a participé au choix de son successeur et disposait donc de ce que l'on appelle communément dans l'espace post-soviétique des ressources administratives (*administrativni ressourci*). Son influence économique se mesure au sein de sa circonscription avec l'importance des activités familiales. De plus, des centaines de jeunes d'At Bashi travaillent sur son marché de *Dordoï* dans la capitale. Lors de la campagne électorale, Askar Salymbekov n'a pas manqué d'organiser des réunions politiques au bazar *Dordoï*. On l'accuse même d'avoir organisé le jour des élections de très nombreux bus pour que ces jeunes employés puissent retourner voter dans la circonscription d'At-Bashi. Le développement du clientélisme favorise donc les nouveaux *business-men* qui contrôlent une activité économique qui peut conditionner un accès aux ressources (travail, etc.). Il faut contrôler une ressource qui n'est pas seulement lucrative mais qui permet aussi de créer de forts liens de dépendance avec une clientèle.

Ce sont donc massivement des hommes d'affaires qui ont gagné les élections législatives et qui échappent au contrôle du nouveau pouvoir issu de la Révolution des tulipes. Bakiev reconnaît la légitimité du Parlement et demande à la commission électorale d'organiser de nouvelles élections dans certaines circonscriptions très ciblées (notamment celles où se sont présentés le fils et la fille d'Akaev). Il fait libérer F. Kulov

et le nomme Premier ministre. L'organisation de nouvelles élections présidentielles provoque rapidement des tensions. La majorité des députés ayant fait fortune à l'époque d'Akaev rejoint subitement le camp de la Révolution comme par exemple Bajaman Erkinbaev, président du comité olympique kirghize. Il prétend être le principal organisateur et financier de la marche d'Och sur la capitale. Il comprend cependant rapidement que son statut risque d'être remis en cause avec l'arrivée du nouveau pouvoir. Il se sent menacé par la nouvelle situation politique. C'est dans ce sens que l'on peut comprendre l'annonce de sa candidature aux élections présidentielles. Au niveau local, une série de manifestations dénoncent la mainmise d'Erkinbaev sur le bazar *Karasu*. Une manifestation réunissant plus de deux cents marchands devant l'hôtel Alaï qui sert de siège social à l'entreprise d'Erkinbaev dénonce les conditions d'acquisition du marché de *Karasu*⁷⁵ et tourne à l'émeute. Les gardes du corps d'Erkinbaev tirent sur la foule blessant seize personnes. Erkinbaev⁷⁶ est finalement obligé de céder le marché au profit d'un certain Djounousov qui sera finalement assassiné en septembre. Bajaman Erkinbaev⁷⁷ est à son tour assassiné, dénoncé dans la presse comme étant l'un des parrains de trafic de drogues dans le sud du pays.

Cet assassinat intervient après celui du député Surabaldijev perpétré en juin. Cet ancien champion de judo, propriétaire du très lucratif marché aux voitures, a été assassiné en sortant d'un restaurant chic de Bichkek. Il est lui aussi accusé par la presse nationale d'être lié au crime organisé qui sévit dans la capitale. C'est un parent du directeur de *Kirgiz Altin*⁷⁸, prestigieuse entreprise nationale chargée de l'exportation de l'or. Un des députés les plus influents, Kubat Baïbolov, propriétaire avec sa femme Nurjamala Baïbolova d'une partie d'Och Bazar, le marché Oberon et du centre commercial *Madina* à Bichkek fait le commentaire suivant : *“Cet assassinat est lié à la remise en cause des conditions de la privatisation et cela peut nous mener à une guerre civile”*⁷⁹.

Un autre député, Kamchibek Joldoshbaev, ancien joueur de volley ball, propriétaire du marché *Besh Sary* doit faire face également à une fronde populaire dans la ville de Naryn. Sous l'impulsion d'un nouveau leader populiste, Motuev⁸⁰, des centaines de manifestants dénoncent Joldoshbaev, propriétaire de la mine de charbon *Besh Sary*. Les manifestants réclament que cette mine soit gérée par le peuple et demandent le départ de Joldoshbaev.

Askar Salymbekov, nommé maire de Bichkek par le nouveau pouvoir est finalement contraint à la démission en octobre. Un troisième député est assassiné, Tinichbek Akmataliyev originaire d'Issy Koul et président du comité pour la sécurité et la défense est assassiné en octobre 2005 lors d'une inspection d'une prison. Cette situation provoquera plusieurs mutineries⁸¹ dans les différentes prisons du pays pendant plusieurs jours. On accuse alors, le “parrain” de la prison, Batukayev, un Tchétchène, comme étant le commanditaire de l'assassinat. Ce dernier aurait eu un différend avec le frère du député, Risbek Akmataliyev⁸², qui est connu au Kirghizstan pour être l'un des plus gros parrains de la mafia locale.

Il est frappant de constater la porosité des différents milieux : pouvoir économique, politique ou souterrain s'entremêlent dans des relations complexes. Chaque camp n'hésite pas à utiliser la porosité de ces mondes pour influencer une situation politique qui semble aujourd'hui très confuse dans ce petit pays qui s'est considérablement paupérisé en quinze ans. La majorité de la population assiste à ces règlements de comptes et partage

le sentiment de duperie quant aux résultats d'une prétendue Révolution des tulipes. Elle a récemment rebaptisé le nouveau président Bakiev par le surnom "*Baks*"⁸³ pour stigmatiser les agissements de son entourage familial s'accaparant différentes ressources économiques lucratives. Le nouveau gouvernement se trouve donc en confrontation directe avec un Parlement frondeur qui est constitué de députés ayant une maîtrise des ressources économiques du pays et qui entretiennent des liens de dépendance étroits avec de très nombreux citoyens kirghizes. Les violences politiques sont donc en relation avec une réorganisation des équilibres des pouvoirs économiques et politiques. Chaque camp utilise l'opinion publique pour tenter de déstabiliser les différents groupes en organisant régulièrement des manifestations donnant le sentiment d'un système marqué par une instabilité chronique. Il apparaît clairement que les différents assassinats concernent des députés qui possèdent d'importantes ressources convoitées par l'entourage de la nouvelle équipe. On peut se demander ainsi si on n'assiste pas simplement à une circulation du pouvoir politico-économique qui ne garantit pas pour autant l'instauration de la démocratie. Les citoyens kirghizes semblent désabusés face à la nouvelle situation qui ne ressemble guère à un système politique fondé sur la légitimité populaire et la limitation du pouvoir qui caractérise une démocratie. Dans une situation où le gouvernement peine à organiser les réformes à l'aide d'une puissance publique réduite à néant, le nouveau gouvernement passe par des stratégies qui mènent à une aggravation des violences politiques, donnant le sentiment que le destin de ce pays n'est plus entre leurs mains.

* * *

La thérapie de choc proposée au Kirghizstan a finalement conduit au processus politique qui est en cours. Elle s'est caractérisée par une modification intense des flux d'idées, de marchandises et de personnes. L'affaiblissement de l'Etat s'est traduit politiquement par un déplacement du pouvoir de l'administration présidentielle vers le Parlement. La réduction des prérogatives de l'Etat entraîne une augmentation des conflits entre les élites kirghizes qui se matérialisent à travers le bras de fer entre le Parlement et le nouveau gouvernement. Les députés représentent les élites qui ont su bénéficier de la privatisation, en développant tout particulièrement le commerce dans une société qui produit peu de ressources propres et ont un sentiment de déculpabilisation face à la situation du pays. Les milliers d'ONG financées par l'aide extérieure sont censées assurer des prérogatives relevant précédemment de l'Etat (social, éducation, santé etc.). Le nouveau gouvernement se trouve à la tête d'un Etat ayant peu de ressources. Il dispose d'une marge de manoeuvre réduite pour influencer la réalité sociale. Il se contente souvent de répondre aux injonctions internationales pour adopter les critères internationaux de bonne gouvernance et fait face aux pouvoirs des *bazarkom* qui maîtrisent les ressources économiques du pays. Les députés se contentent de maintenir de forts rapports de dépendance avec des clientèles politiques sans avoir à formuler une vision politique de l'intérêt général. Leur position demeure toutefois fragile car ces hommes d'affaires dépendent du commerce transfrontalier (Chine, Ouzbékistan) qui implique une forte dépendance avec l'extérieur.

Parallèlement, l'émergence d'une prétendue société civile repose essentiellement sur l'intervention des bailleurs de fonds étrangers. La création d'un tissu de plus de 8 000 ONG est censée représenter la naissance d'une société constituée de groupes autonomes de l'Etat. La multiplication des ONG locales n'a pas permis pour autant l'émergence de groupes ayant des revendications alternatives. Ces ONG locales sont très liées au financement extérieur et reposent sur une légitimité fragile dans le champ social kirghize. Si ces associations se sont émancipées de la tutelle de l'Etat, elles sont un élément d'un système de pouvoir complexe qui s'est substitué à l'Etat. Après quinze ans de politique néo-libérale, le Kirghizstan a connu une redéfinition des pouvoirs caractérisée par une étroite dépendance de ces nouvelles institutions englobantes (ONG, OI, Agence de développement d'Etat) qui redéfinit la question de la souveraineté du jeune Etat kirghize. L'ensemble de ces flux placent le Kirghizstan dans une situation de dépendance accrue envers l'extérieur qui implique la nécessité de repenser la réalité de ce type d'espace politique aux contours très complexes.

NOTES

- ¹ Le modèle classique du protectorat post-colonial se caractérise par la prédominance de l'ancienne puissance coloniale comme cela été longtemps le cas en Afrique avec la France en Côte d'Ivoire ou de la Grande-Bretagne au Zimbabwe.
- ² Le président Akaev a même théorisé cette doctrine du "i, i" (et, et) pour justifier la multiplication de partenariats parfois contradictoires.
- ³ PÉTRIC B., RABALLAND G., MATHEY R. "Le Kirghizstan" in Radvaniy J. *Les Etats post-soviétiques*, Armand Colin, Paris, 2003.
- ⁴ Contrairement à de nombreuses républiques post-soviétiques, ce n'est pas l'ancien Premier secrétaire qui a été élu à la tête de l'Etat kirghize mais le président de l'Académie des sciences.
- ⁵ Sur l'enclavement, voir RABALLAND G. *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, IFEAC/L'Harmattan, Paris, 2005.
- ⁶ Pour la notion de protectorat que j'ai développée ailleurs, cf. "Post-soviet Kyrgyzstan or the birth of a globalized protectorate", *Central Asian Survey*, september 2005, 24 (3), pp. 319-332.
- ⁷ La notion de Great Game a initialement été utilisée par Kepling à la fin du 19^e siècle pour qualifier la rivalité d'influence en Asie centrale entre les Russes et les britanniques. Elle est réutilisée aujourd'hui pour définir les rivalités entre Russes et américains dans la région.
- ⁸ Les prises de participation dans l'économie des anciennes Républiques soviétiques reposent sur une doctrine théorisée par l'ancien Premier ministre russe Anatoli Tchoubaïss.
- ⁹ AFANASIEVA E., *Kirgiski perevorot Mart-April 2005* (le coup kirghize Mars-avril 2005), Moscou, Evropa, 2005.
- ¹⁰ Cf. KELLNER T., DJALLILI M.-R., *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Genève/Paris, PUF, 2002.
- ¹¹ On réduit trop souvent les ONG à l'action humanitaire alors qu'elle sont présentes dans les domaines religieux, sociaux, de la société civile, de la formation etc.

- 12 Pour une approche critique de la notion, cf Laetitia ATLANI “Les ONG à l’heure de la
bonne gouvernance”, *Autrepart*, Paris, Armand Colin, n° 35, 2005.
- 13 ABAZOV R., “Policy of economic transition in Kyrgyzstan”, *Central Asian Survey*, vol. 18,
n° 2, 1999, pp. 197-223.
- 14 Les habitants du village de Tamga attendent toujours les quatre millions de dollars
d’indemnisation promise par les Canadiens, cf. WILENSKY-LANFORD, 11 décembre, *New
York Times*.
- 15 L’endettement dépasse la moitié de son PIB, voir POMFRET R., ANDERSON K., *Consequences
of creating a market economy : evidence from household surveys in Central Asia*,
Chetelham, UK, 2003.
- 16 ATLANI L. “*Au bonheur des autres : anthropologie de l’aide humanitaire*”, société
d’ethnologie, Nanterre, 2005. L’auteur montre à travers l’exemple de la lutte contre le Sida
comment en Asie centrale, les organisations internationales ont provoqué la naissance
d’ONG locales tout en étant favorables au délitement du rôle de l’Etat en matière de
santé publique.
- 17 BALCI B. *Les missionnaires turcs en Asie centrale*, Maisonneuve/Larose, Paris, 2004.
- 18 PEYROUSE S. “*Des chrétiens entre athéisme et islam : regards sur la question religieuse
en asie centrale*”, Maisonneuve/Larose, Paris, 2003.
- 19 Cf. SELLIER J., *Atlas des peuples d’Orient*, Paris, La Découverte, 1993. Le recensement de
1989 comptabilisait plus de 25% de populations européennes dont 1 200 000 russes.
- 20 On sous-entend par population européenne essentiellement, les personnes de nationalité
russe, ukrainienne, allemande.
- 21 Il faut ici remarquer que le gouvernement kirghize n’a toutefois pas tenu un discours
nationaliste comme cela a été le cas en Ouzbékistan. Il n’en reste pas moins que les
différentes commémorations liées à l’indépendance et autour de Manas ont construit
l’image d’un Etat nation kirghize.
- 22 Cf. GOSSIAUX J.F. : *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*, PUF, Paris, 2002.
- 23 Cf. L’article *Le Monde* Marie Jégo, 13 novembre 2005, sur les crimes racistes. La
délivrance des visas devient aussi une arme économique redoutable pour la Fédération
de Russie à l’égard des anciennes Républiques d’Asie centrale.
- 24 La situation kirghize est l’exemple typique des critiques faites aux organisations
internationales par STIGLITZ J. : *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002.
- 25 Une liste d’une quarantaine de sociétés privées détenues par la famille Akaev a été
publiée après la révolution, cf. www.ikipress.org, 26 avril 2005.
- 26 Cf. article PÉTRIC B., JACQUESSON S., GOSSIAUX JF. et BOURGEOT A. « L’émergence des
nouveaux pouvoirs locaux sur les cendres d’un kolkhoze », *Les cahiers d’Asie centrale*,
IFEAC/Actes Sud, 2003.
- 27 Cf. POMFRET R., *op. cit.*
- 28 La production de lait de jument fermenté (Kumis) s’est développée.
- 29 Notamment dans les régions de Batken, de Jalalobod, voir le site internet, *Foundation
for Tolerance*.
- 30 Si le Kirghizstan dispose de très nombreuses ressources hydriques, elles sont inégalement
réparties sur le territoire.

31 Le marché de Kara Suu qui se situe à côté de la ville d'Osh est devenu en quelques années le lieu principal de l'activité économique. Des centaines de gens y travaillent.

32 Le marché de Dordoï qui se situe dans la périphérie de Bichkek est un des plus gros marchés d'Asie centrale.

33 On pourrait également souligner que l'ouverture du Kirghizstan et la fin des guerres afghanes et tadjikes ont permis le développement d'un trafic très lucratif lié au transit de l'héroïne afghane modifiant le jeu politique plus particulièrement dans le sud du pays.

34 Cf. sur l'importance de l'essor du commerce transfrontalier dans l'ex-URSS, HUMPHREY C. "Traders, Disorder and Citizenship regimes in provincial Russia" in Burawoy M. and Verdery K., *op. cit.*

35 A l'époque soviétique, le pouvoir moscovite arbitrait régulièrement la rivalité entre les deux factions pour le contrôle du pouvoir.

36 En 2001, plusieurs parlementaires ont appelé le Président Akaev à revenir sur un accord secret conclu avec la Chine concernant la délimitation de la frontière sino-kirghize. Au terme de cet accord, Akaev aurait cédé plusieurs milliers d'hectares à la Chine. Un député du Sud, Beknazarov a alors lancé un mouvement collectif de protestations donnant lieu à des manifestations réprimées et qui ont conduit Kurmanbek Bakiev à démissionner.

37 Il ne s'agit pas de dire que ces activités ont systématiquement un caractère délictueux mais que les nouvelles formes de protections politiques convoitées concernent l'exemption du paiement de taxe ou d'impôt.

38 Si l'on compare avec le voisin ouzbek, le parlement ne joue qu'un rôle subalterne, le véritable lieu du politique étant l'administration présidentielle. Cela se reflète notamment au niveau de l'initiative législative.

39 *ICG Report, 2001.*

40 C'était déjà le cas avec l'ancien Premier ministre F. Kulov, devenu leader du parti politique *Ar Namys*, qui entendait incarner l'opposition au Président Akaev après avoir été l'un de ses plus proches collaborateurs.

41 Il a été incarcéré en 2001 pour corruption après s'être opposé ouvertement à Askar Akaev.

42 Medetkan Sherimkulov, Usen Sydykov et Mambetjunus Abylov.

43 RIST G. ; "Les mots du pouvoir : sens et non-sens de la rhétorique internationale" dans *Les nouveaux cahiers de l'IUED*, n° 13, PUF, mars 2002.

44 HANN C., *Civil Society : Challenging of Western Model*, London, Routledge, 2002.

45 Chiffres fournis par le ministère de la Justice de la République kirghize.

46 ROY O. "Préface", p. XI in Pétric B. *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, Paris, PUF, 2002.

47 Entretien personnel réalisé avec J. Skuratowitz, représentant de l'ONU au Kirghizstan.

48 Il s'agit souvent d'une filiale d'une grande ONG internationale.

49 Cf. site internet de *USAID*.

- 50 On aurait pu s'intéresser à l'ONG « counterpart » qui fonctionne sur un modèle proche décrit ci-après.
- 51 La présidente actuelle est l'ancienne secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Madeleine Albright.
- 52 Le NDI a joué un rôle de premier plan dans le soutien aux mouvements étudiants Otpor (Serbie), Kmara (Géorgie) et Pora (Ukraine).
- 53 *Freedom Fighter*, nom donné par le pouvoir américain, cf. ci-après.
- 54 J. LAUGHLAND "Who's the Real Power behind People Power ?", 2/04/05, *The Guardian*, Arab News.
- 55 Les grandes ONG américaines comme *Open Society*, *Counterpart*, *Freedom House*, IFES ou encore les fondations des partis politiques américains (NDI, IRI) en sont les principaux organisateurs.
- 56 Sur la politique américaine d'exportation de la démocratie, voir GUILHOT N. *Democracy Makers*, New York, Columbia University Press, 2005.
- 57 Cf. *The Guardian*, article de John LAUGHLAND "The mythology of people power : the glamour of street protests should not blind us to the reality of US backed coups in the former USSR", 1^{er} avril 2005.
- 58 www.ndi.org
- 59 La constitution de réseaux transnationaux constitue un débat intellectuel intense aux USA, cf. par exemple Ann FLORINI : *Reading room : The First Force : the Rise of transnational Society*, Carnegie endowment for International Peace, Washington DC, 2001.
- 60 *European Network of election monitoring organizations*, <http://www.enemo.org.ua/>
- 61 *Freedom House* est une ONG américaine très présente dans les pays de l'Est, elle est dirigée actuellement par l'ancien directeur de la CIA, James Woosley.
- 62 *International Republican Institute* (www.iri.org), est la fondation du parti Républicain américain. Elle est dirigée par le Sénateur John Mc Cain, très influent sur les questions de la promotion de la démocratie.
- 63 Nathalie NOUGARÈDE, *Le Monde*, 26 mars 2005.
- 64 La décoration de *Freedom Fighter*.
- 65 Il s'agit des mouvements étudiants serbe (Otpor), géorgien (Kmara) et ukrainien (Pora).
- 66 Cf. sur le site de l'institut Albert Einstein <http://www.aeinstein.org/>
- 67 <http://www.pbs.org/weta/dictator/>
- 68 On retrouve essentiellement des propriétaires de bazar, des commerçants, des entrepreneurs de travaux publics et quelques responsables d'universités, des douanes, de la police.
- 69 Janysh Kudaibergenov, un membre de sa famille a été élu à sa place et battu l'ancienne ministre des Affaires étrangères, Roza Otumbaeva, leader de l'opposition.
- 70 Cf. ICG Report, *op. cit.*

- 71 Ce dernier ne s'est finalement pas représenté. On peut penser qu'il a finalement préféré négocier avec le nouveau pouvoir de Bakiev un poste de ministre dans la nouvelle équipe. Il est actuellement ministre des Finances. C'est finalement Israil Rahatbek qui a été élu député lors d'un nouveau scrutin organisé en septembre dernier. Ce dernier est propriétaire d'une entreprise de travaux publics et proche de l'ancien Premier ministre Nicolaj Tanaev.
- 72 Askar Salymbekov a développé autour de sa famille une holding nommé Dordoï Association qui dépasse la seule activité liée au bazar qui se trouve dans la périphérie de Bichkek. Cette holding a des activités dans le domaine bancaire, dans le tourisme. Elle a construit en 2003, le "Dordoï Plaza" un mall à l'américaine au centre de Bichkek regroupant un supermarché, une galerie marchande et des bureaux. Cet immense magasin au centre de Bichkek a été construit à l'aide d'un investisseur hongrois anonyme
- 73 Pour une présentation exhaustive de l'ensemble des partis, Cf. ICG Report, Bruxelles, n° 84, 2004, www.crisisgroup.org
- 74 Pour une critique de la notion de tribalisme dans la vie politique kirghize, GULETTE D. "Tribalism in Kyrgyzstan examined", *Central Asia and Caucasus*, vol. 2, n° 14, 2002.
- 75 Il s'étend sur plus de quinze hectares et rapporterait 500 000 dollars par jour selon Akipress.
- 76 On accusera plus tard, un des leaders de l'opposition devenu procureur général d'avoir reçu la somme de 500 000 dollars pour disculper Erkinbaev d'avoir commandité l'assassinat de Djounousov. Cette affaire provoquera la chute de Beknazarov qui récupère ainsi son poste de député.
- 77 La deuxième femme d'Erkinbaev est la fille de la Présidente de la Cour constitutionnelle, N. Bayekova.
- 78 Kamchibek Kadaïbergenov.
- 79 Interview donnée le 22 septembre à Radio Free Europe.
- 80 Motuev, a créé un parti politique *Sayak* (tribu kirghize) particulièrement implanté dans la région de Naryn. Il a vécu aux USA.
- 81 Il y aura finalement vingt morts au cours de ces mutineries, cf. *Akipress*, 9 novembre.
- 82 Ce dernier va organiser une manifestation réunissant plus de cinq cents personnes pour demander la démission du Premier ministre Felix Koulov, jugé responsable de l'assassinat de son frère.
- 83 Dans l'usage local, *baks* signifie dollar.